

**SORTIE INATTENDUE DU FONDATEUR DU GIA**

# Layada : «la réconciliation a commencé avant l'arrivée de Bouteflika»

**Sortie médiatique de la Coordination nationale des familles des «détenus politiques». Cela s'est passé hier au domicile de Abdelhak Layada, le fondateur du Groupe islamique armé (GIA) à Baraki. A l'ordre du jour de la rencontre avec la presse : «élargir les dispositions de la loi sur la paix et la réconciliation nationale aux «détenus politiques».**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Les «détenus politiques» au nombre de 160 personnes sont des ex-responsables du parti dissous et membres des groupes armés. C'est autour de cette «problématique», que tour à tour, Mustapha Ghazal, animateur de la Coordination nationale des familles des «détenus politiques»

et Abdelhak Layada, le fondateur du GIA, ont intervenu lors de cette rencontre avec des journalistes pour expliquer «la portée et l'importance de la problématique des détenus politiques en ce contexte précis». Précision de taille : Abdelhak Layada a tenu à rappeler que «l'arrêt de l'effusion du sang en Algérie n'est pas seulement l'effort d'une seule partie. Tout le monde a contribué, le pouvoir politique, les différents services de sécurité, les services de renseignement et «l'opposition armée».

Cette problématique a été réglée avant même l'arrivée de Bouteflika à la magistrature suprême. Cette mise au point faite, le coordinateur du mouvement a entamé son exposé en déclarant à

l'assistance que les «détenus politiques» au nombre de 160 personnes n'ont pas bénéficié des dispositions de la loi sur la paix et la réconciliation nationale. «On se pose la question, pourquoi ces personnes n'ont pas bénéficié de cette loi ? Et qui sont la partie ou les parties qui s'y opposent», s'est interrogé M. Mustapha Ghazal, lui-même ancien militant du parti dissous et ex-détenu.

Selon le conférencier, «l'Etat s'est engagé à régler définitivement ce problème. Abdelmalek Sellal s'est engagé à prendre en charge ce problème pour son règlement et Ahmed Ouyahia en sa qualité de directeur de cabinet à la présidence de la République a promis que le dossier sera transmis au premier magistrat du pays. Pourquoi la question est toujours posée ? Le dossier a-t-il été bloqué à un quelconque niveau ? Qui s'oppose», s'est-on interrogé.

Pour Abdelhak Layada, certains «détenus politiques» ont passé plus de 20 années en prison et un grand nombre d'entre eux est

très malade, alors que d'autres sont morts suite à des maladies graves.

Un grand nombre d'entre eux sont injustement condamnés à l'image de Laskri, condamné à mort dans l'affaire de l'attentat de l'aéroport avant que le président Kafi ne décide de communier sa peine à la perpétuité et de s'interroger : «Pourquoi deux poids deux mesures ?» Pour le fondateur du GIA, «la situation est plus que jamais cruciale pour que l'Etat prenne des mesures en faveur de ces détenus pour éviter une quelconque dérive».

Interrogé pourquoi on donne à ces personnes le qualificatif de «détenu politique», Abdelhak Layada dira que ces «personnes ont été arrêtées et condamnées dans un contexte politique particulier et que leur condamnation était injuste, pour un grand nombre d'entre elles», et d'ajouter «je suis prêt à intervenir et passer des mois en prison avec elles pour les convaincre si on venait à avancer l'idée que ces personnes, une fois

élargies, prendraient le chemin du maquis». «Comme je suis prêt à être l'intermédiaire entre l'Etat et les quelques personnes qui sont toujours au maquis, mais à condition que les pouvoirs me le signifient officiellement et que tout doit être fait dans une transparence totale».

Les deux conférenciers qui considèrent que la crise en Algérie est d'ordre «purement politique» ont lancé un énième appel aux pouvoirs publics «pour prendre les mesures appropriées à même de faire bénéficier les détenus des dispositions de la loi sur la paix et la réconciliation nationale. C'est de cette manière qu'on va déjouer toutes les tentatives de déstabilisation et autre atteinte à notre pays».

Enfin, il conclut son intervention en déclarant «nous n'avons pas un pays de rechange et si on doit faire de la politique on le fera et si on me demande de me porter candidat à une éventuelle élection présidentielle je le ferai aussi».

A. B.

**SYNDICAT DES MAGISTRATS**

## Laidouni candidat à sa propre succession

**Le président du Syndicat national des magistrats remet son mandat en jeu. Djamel Laidouni est candidat à sa propre succession. Il est quasiment assuré de rester à la tête du syndicat qui tenait hier sa sixième assemblée générale ordinaire.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Les magistrats renouvelaient hier les structures de leur syndicat. En plus du président, ils devaient élire un nouveau bureau.

Des élections à huis clos et visiblement sans grand suspense. Djamel Laidouni est can-

didat à sa propre succession. Hier matin, le bureau du conseil national n'avait validé aucune autre candidature.

S'exprimant à l'ouverture des travaux de ladite assemblée générale ordinaire, le président sortant a présenté le bilan moral et financier du précédent exercice. Il sera soumis à l'approbation des membres du conseil national.

A cette occasion, le président du Syndicat national des magistrats a, une fois de plus, appelé à réactiver le Haut Conseil de la magistrature. En marge de cette assemblée générale, Djamel Laidouni, interpellé au sujet des récentes déclarations du président de la

Commission des droits de l'Homme, répond n'avoir aucun problème avec l'institution en question mais avec les propos de son président qui ne rate aucune de ses sorties pour critiquer l'appareil judiciaire.

Des propos qui, selon lui, «portent atteinte» aux magistrats qui ont longtemps résisté face au terrorisme. Les magistrats, répond Laidouni à Ksentini, sont «les garants des droits de l'Homme» et ne reçoivent de leçons de la part de personne. «Que la commission de Ksentini fasse des rapports, conclut-il, nous sommes autonomes !»

N. I.

**PRISE EN CHARGE DES CANCÉREUX**

## 70% des examens se font dans le secteur privé

**Selon le professeur Messaoud Zitouni, membre du comité de suivi et de l'évaluation du plan cancer, 70% des examens des malades cancéreux se font dans le secteur privé. C'est pourquoi, dit-il, les deux secteurs, privé et public, doivent travailler en coordination notamment en matière de lutte contre le cancer.**

Sur un autre volet, le professeur qui a présenté hier une nouvelle fois le plan national cancer devant des spécialistes de la santé a soulevé l'importance des réunions de concertations pluridisciplinaires (RCP).

«Les décisions prises concernant un malade, sur le point de vue diagnostic ou thérapeutique, ne doivent plus être prises par un seul médecin mais par une équipe pluridisciplinaire. Cette manière de faire est en train de s'étendre actuellement dans le monde car c'est la seule façon d'optimiser le traitement des malades aussi bien sur le plan médical, il permet un meilleur pronostic du malade qu'économique. Lorsque la décision est prise en commun, le coût de traitement du malade revient moins cher», a-t-il souligné. Cependant, dit-il, en

Algérie ce genre de réunions «ne sont pas encore ni bien organisées ni très répandues».

La mise en place des concertations multidisciplinaires, dit-il, a été recommandée dans l'un des axes du plan national cancer (2015-2019).

De son côté le professeur Bouzid, chef de service oncologie au CPMC, a indiqué que durant l'année en cours des réunions vont être organisées pour faire «un bilan sérieux de ces réunions de concertations et les soumettre au comité de suivi et d'évaluation du plan cancer qui se réunira semestriellement».

Selon ce professeur, l'absence des réunions de concertations pluridisciplinaires diminue les chances du malade. L'incidence du cancer, actuellement de 45 000 nouveaux cas par an avec 24



Chez les enfants, l'incidence augmente tous les ans de 1%.

000 décès, va bientôt passer à 50 000 nouveaux cas de cancer par an, selon les spécialistes. Selon eux, de plus en plus d'enfants et d'adolescents sont touchés par le cancer.

L'incidence du cancer augmente, tous les ans, de 1% chez les enfants et de 1,5 % chez les adolescents. Les formes de can-

cers les plus fréquentes chez l'enfant sont celles du système hématopoïétique, des ganglions lymphatiques, de l'encéphale, de l'os et du rein. Ils constituent 59,4 % de tous les cancers de l'enfant de sexe masculin et 58, 3% de tous les cancers de l'enfant de sexe féminin.

S. A.

### **PRÉAVIS DE GRÈVE DU PERSONNEL NAVIGANT D'AIR ALGÉRIE**

### **La section UGTA/ PNC se démarque du SNPNC**

Le Syndicat national du personnel navigant commercial (PNC), affilié à l'UGTA, se démarque du préavis de grève déposé, mercredi dernier, par le Syndicat national du personnel navigant commercial algérien (SNPNC). La section de l'UGTA au niveau du personnel navigant du pavillon national se dit non «concernée» et non «associée» à ce préavis de grève prévue durant la période des prochaines vacances, tel que rapporté par certains médias. «Nous, au Syndicat du personnel navigant commercial PNC/UGTA, nous nous démarquons de cet appel à la grève déposé par l'autre syndicat autonome SNPNC», tient à préciser Abdelli Mohand Zineddine, secrétaire chargé de l'information du PNC/UGTA. Et de préciser que mercredi passé (soit le jour du dépôt dudit préavis), lors de la réunion regroupant la direction de la compagnie Air Algérie, la section syndicale de l'UGTA et en l'absence du SNPNC, la décision de titularisation des 250 employés par contrat à durée déterminée (CDD) a été prise par le directeur des ressources humaines et celui chargé des opérations extérieures. «Le DRH et le directeur des opérations extérieures d'Air Algérie nous ont promis, lors de la réunion de mercredi dernier qui a vu l'absence du SNPNC, de titulariser les 250 CDD et ce, par tranche, jusqu'à la fin de l'année 2015», a-t-il expliqué. M. Abdelli regrette dans ce sens qu'on parle de dépôt de grève par «le collectif» du PNC d'autant que, précise-t-il, «la section UGTA/ PNC est majoritaire».

Salah B.